



Actions de lutte contre la dégradation des terres et des écosystèmes dans le cadre de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Sahara et au Sahel au Burkina Faso



ORATEURS



Roch N. Pananditigri

Coordonnateur National de l'Initiative de la Grande Muraille Verte pour le Sahara et le Sahel

Ministère de l'Environnement Burkina-Faso



T. Serge Zoubga

Inspecteur des Eaux et Forêts

Chargé de Programme au sein de l'Association tiipaalga au Burkina Faso



Yacouba Ouedraogo

Expert Agriculture et Environnement

Administrateur de programme APEFE Burkina-Faso



Karin Möhler

Facilitatrice du séminaire

Responsable Burkina Faso et chargée de mission climat environnement APEFE

Présentation de l'APEFE

Agence de coopération internationale intégrée au sein des relations internationales de la Fédération Wallonie-Bruxelles et de la Wallonie.

Pays partenaires :



Secteurs prioritaires :



Climat, Environnement,
Agriculture



Santé, Réadaptation



Education



Economie inclusive



Présentation de WBI

Ministère des Affaires étrangères des francophones de Belgique

Axes prioritaires

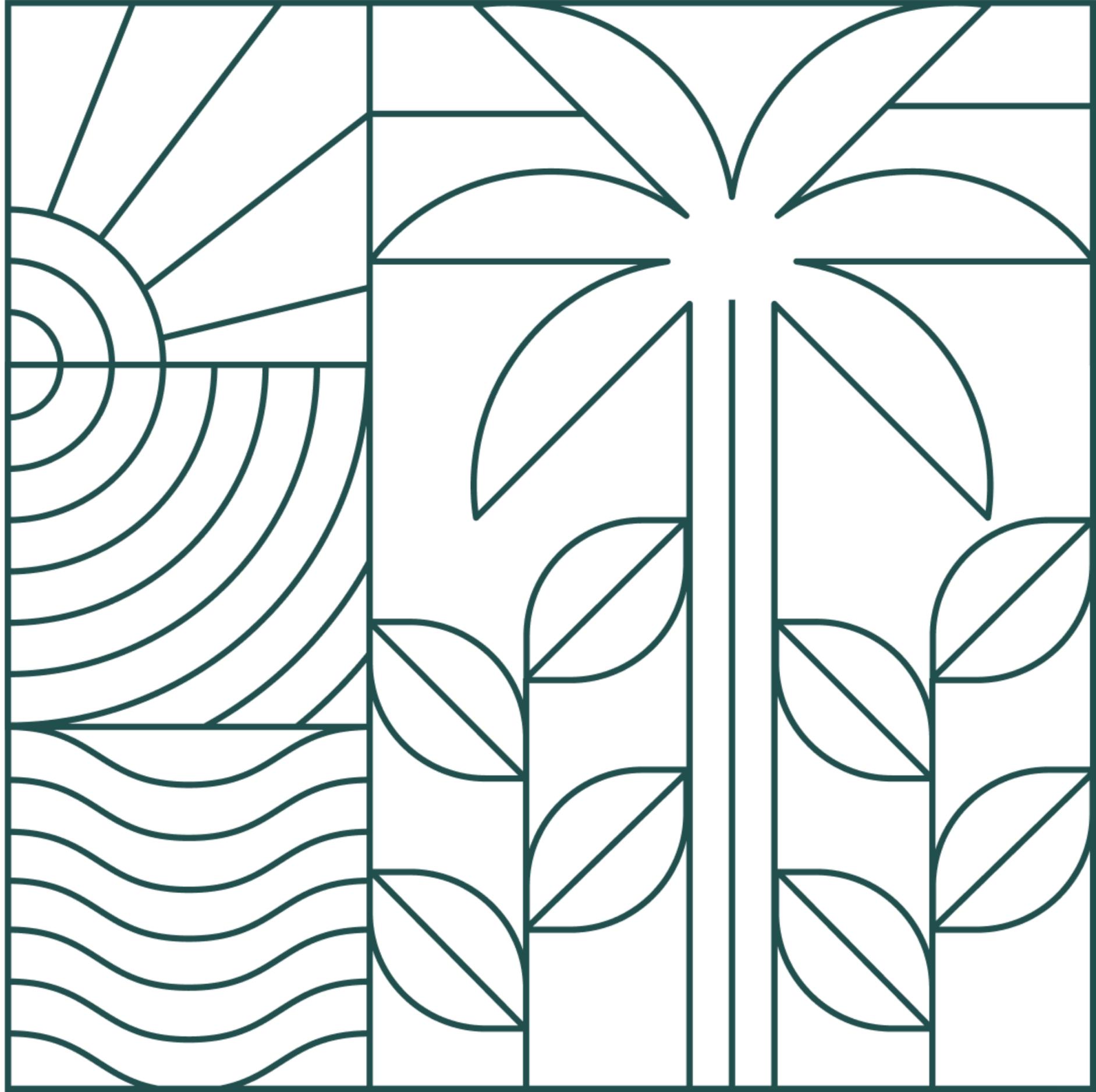
- Promouvoir les valeurs transversales : égalité des chances, démocratie, francophonie, ...
- Développer des relations bilatérales fortes avec ses partenaires stratégiques
- Diplomatie académique, scientifique, numérique, culturel international
- Coopération au développement

Les réseaux diplomatiques et sectoriels

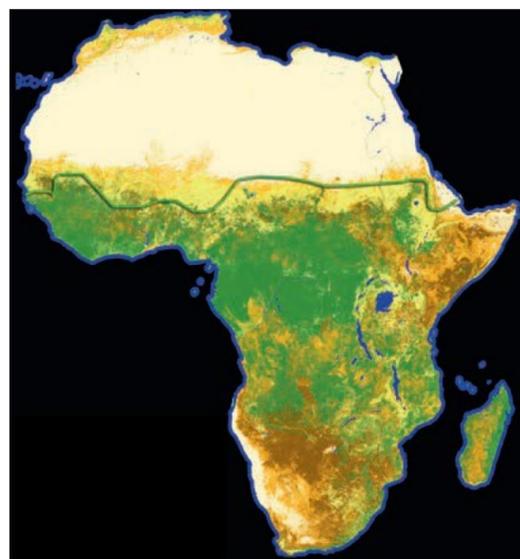


Etat des lieux et Impacts de l'Initiative Grande Muraille Verte

Roch N. PANANDITIGRI



Contexte



Juin 2005 Ouagadougou :
émergence de l'idée de
l'IGMVSS

- Le Sahel : une des plus grandes zones sèches du monde
- Enjeux environnementaux, socio-économiques :
production agricole – biodiversité
- Défis : Aridité - les effets du changement climatique
- Dégradation croissante des terres
- Variabilité du climat
- Réduction des services écosystémiques
- Migrations
- Conflits



Historique

La Grande Muraille Verte: une initiative panafricaine ambitieuse contre la dégradation des terres, la désertification, le CC et la perte de la Biodiversité

Evolution du concept

Vision de départ : Edification d'un mur de végétation allant de Dakar à Djibouti

Nouvelle orientation : Outil de programmation du développement durable des terres arides

Vision actuelle : « En 2063, les vastes zones arides du Sahara et du Sahel sont transformées en pôles ruraux de développement verdoyants, fertiles et prospères, débarrassés de la famine et des crises humanitaires à répétition ».



Historique

Objectifs et ambitions de la GMV



Préserver les écosystèmes des zones sèches sahéniennes et améliorer les conditions de vie des populations;

Mettre en valeur des systèmes de production agricoles, pastorales et d'autres activités génératrices de revenus

- 100 millions d'hectares de terres restaurés
- 10 millions d'emplois créés
- 250 millions de tonnes de C séquestré/évité
- 400 millions de bénéficiaires (PIPD 2030)

Source: APGMV, 2020



État de mise en œuvre

Acquis au niveau continental (2020)

Ambition non atteinte



Défis à relever

- **Financements**
- **Gouvernance** : coordination et échange d'information (connaissances et bonnes pratiques)
- **Suivi évaluation des programmes**

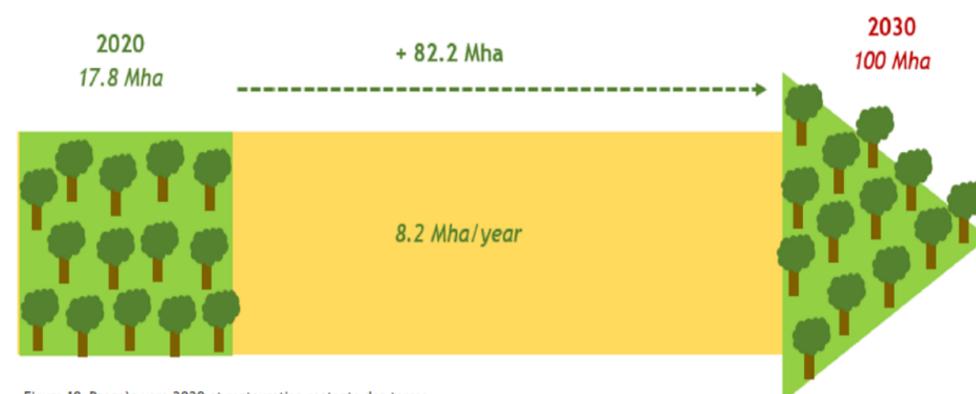
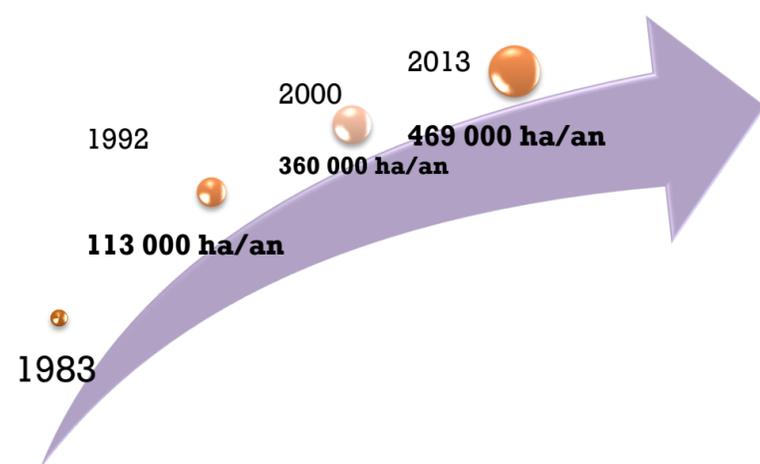


Figure 10: Progrès vers 2030 et restauration restante des terres

État de la mise en œuvre au Burkina-Faso

Acquis au niveau national



Le concept « Grande Muraille Verte » repose sur:

- l'identification et la promotion des pratiques de la Gestion Durable des Terres (GDT),
- l'autonomisation durable des populations rurales.

L'approche orientée GDT est centrée sur une stratégie multisectorielle, une synergie des interventions et une démarche participative.

Au plan opérationnel, elle privilégie l'approche écosystémique et holistique intégrant toutes les composantes et contraintes des terroirs.



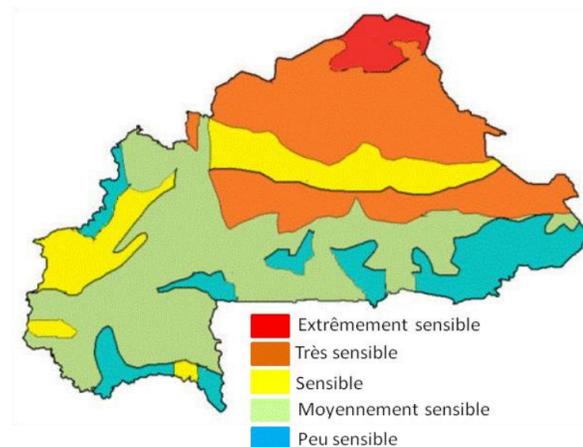
État de la mise en œuvre au Burkina-Faso

Partenariats

Le Burkina Faso est bien affiché dans la mise en œuvre globale de l'Initiative de la Grande Muraille Verte

- Engagement fort du gouvernement à travers le soutien politique, Institutionnel et financier de la GMV;
- Partenariats fructueux dans divers domaines à travers la formulation et mise en œuvre des projets de développement durable

APEFE reste un partenaire essentiel dans la réalisation de l'Initiative de la Grande Muraille Verte au Burkina Faso.



État de la mise en œuvre au Burkina-Faso

Acquis au niveau national

Au niveau institutionnel:

- Mise en place de la structure nationale
- Elaboration de stratégie et plan d'action 2023-2030

Au niveau opérationnel:

- Mobilisation sociale
- Animation des cadres de concertation
- Sécurisation des sites à travers des actes
- Réalisation des bonnes pratiques éprouvées



État de la mise en œuvre au Burkina-Faso

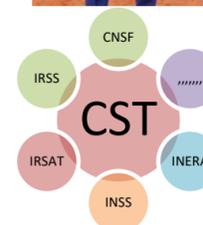
Acquis au niveau national

Valorisation des chaînes de valeur potentielle et la création d'emploi

Redevabilité et suivi-évaluation: Existence d'une base de données collaborative et de logiciel informatisé de suivi-évaluation

Capitalisation et Gestion des connaissances: Mise en place d'un Comité Scientifique et Technique de la GMV-BF

Communication: Mise en œuvre de la stratégie de communication de la GMV-BF



UCLouvain

Impacts environnementaux

- Meilleure adaptation aux changements climatiques en réduisant l'érosion hydrique et via un accroissement de la productivité de la biomasse végétale (82.000 ha de terres restaurées)
- Amélioration de la biodiversité avec le retour de la végétation herbacée et ligneuse (56 tonnes de semences mobilisées)
- Ce génie écologique est un outil de plaidoyer à l'endroit des autorités administratives déconcentrées sur le risque de l'inaction face à la désertification.
- **Il est possible d'inverser la tendance à la dégradation.**



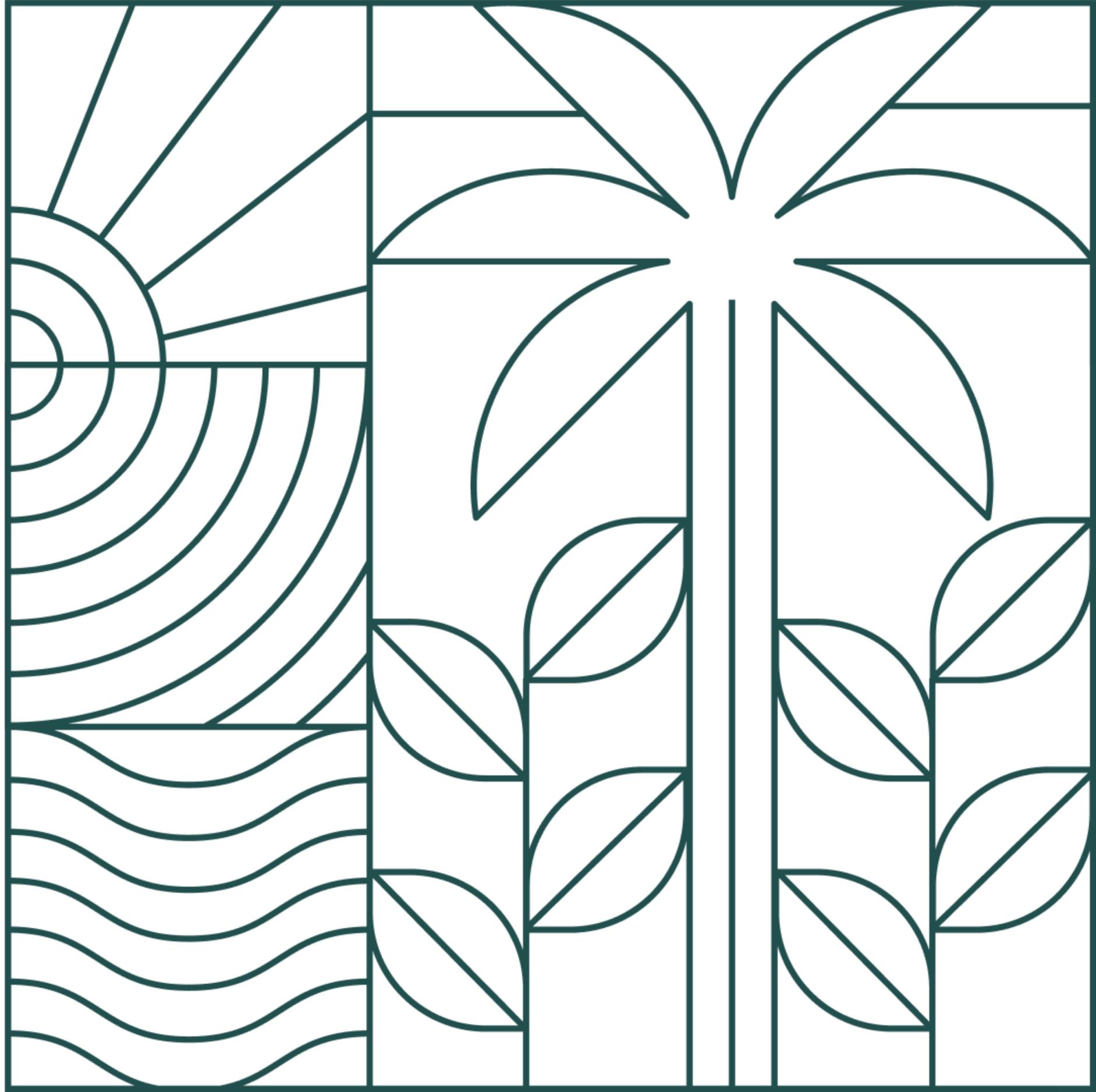
Impacts socio-économiques

- Contribution significative à l'accroissement des rendements agro-sylvo-pastoraux
- Création des « emplois verts », emplois ruraux, sources de revenus durables pour les populations locales, en particulier les femmes et les jeunes



Mise en défens "modèle Tiipaalga" Approche de restauration des terres et lutte contre la désertification

Yacouba OUEDRAOGO



Contexte

- 80% de la population dépend du secteur primaire (agriculture, élevage, exploitation des ressources forestières, etc.)
- Forte pression anthropique sur les ressources naturelles

→ Défriche, coupe du bois, mauvaises pratiques agricole, divagation des animaux, exploitation minière



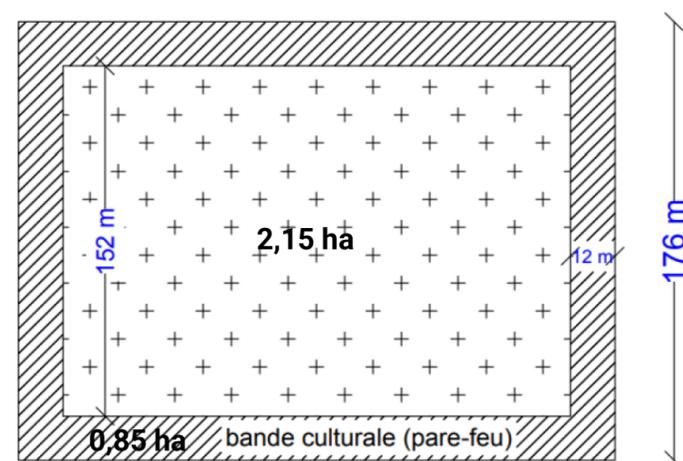
Contexte

- Promotion des techniques de conservation des eaux du sol et de gestion intégrée de la fertilité des sols dans les parcelles agricoles
- Création d'espaces de conservation
- Campagnes de reboisement
- **Résultats mitigés en termes de restauration des terres et faible taux de survie des plants mis en terres**



Mise en défens - modèle Tiipaalga

- Approche de restauration fondée sur le noyau familial
- Espace de 3 ha minimum (boisé ou non), protégé par une clôture grillagée et soumis à un régime d'aménagement intégré et de gestion durable



Aménagements

- Techniques antiérosives et d'économie d'eau (zaï, cordons pierreux, demi-lunes) pour restaurer les parties dégradées et encroûtées



- Régénération naturelle assistée des arbres



Aménagements

- Réalisation de haies vives défensives
- Production et plantations de plants d'espèces locales utiles : baobab, jujubier, etc.



Impacts de la mise en défens sur la restauration des terres

- Site de Mise en Défens Tiipaalga à la délimitation en 2013



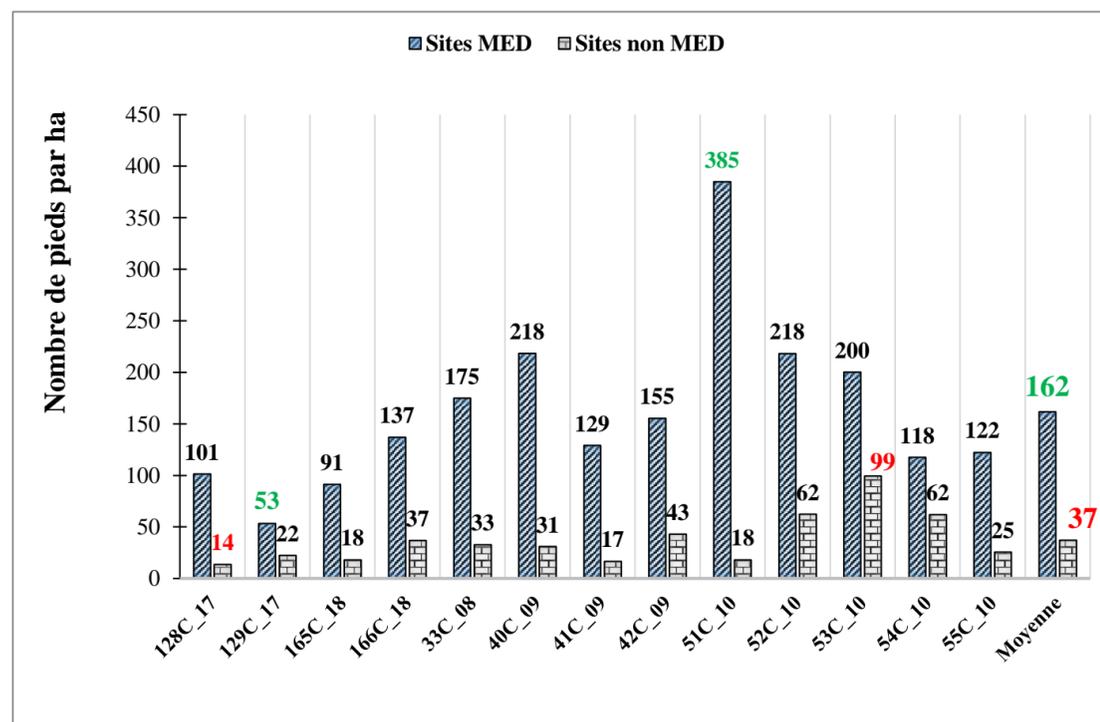
Impacts de la mise en défens sur la restauration des terres

- Même site de Mise en Défens en 2017



Impacts sur la restauration de la végétation

Densité d'arbres (pieds/ha) sur les sites MED (5-11ans) et non MED



- Les MED regorgent aussi de plus d'espèces que les sites non MED

La densité d'arbres est plus élevée sur les sites MED que sur les sites non MED.

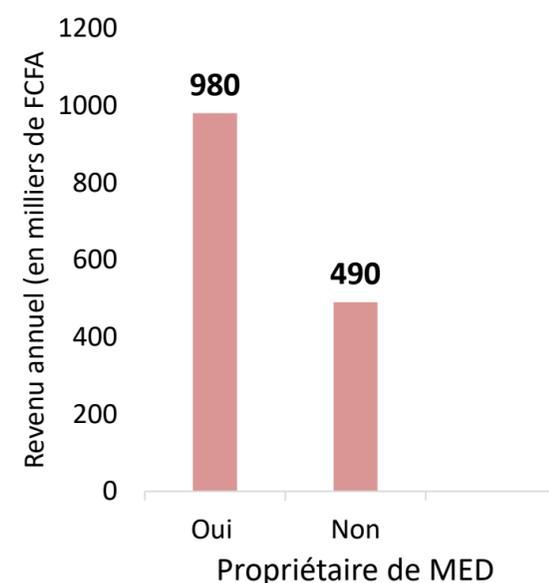


Impacts socio-économiques des mises en défens

Les MED offrent une diversité d'usages

- Bois de feux
- Bois de service et d'œuvre
- Plantes médicinales
- Produits forestiers non ligneux
- Apiculture

Les MED améliorent les revenus des propriétaires



Revenu 2 fois plus élevé pour les propriétaires de MED

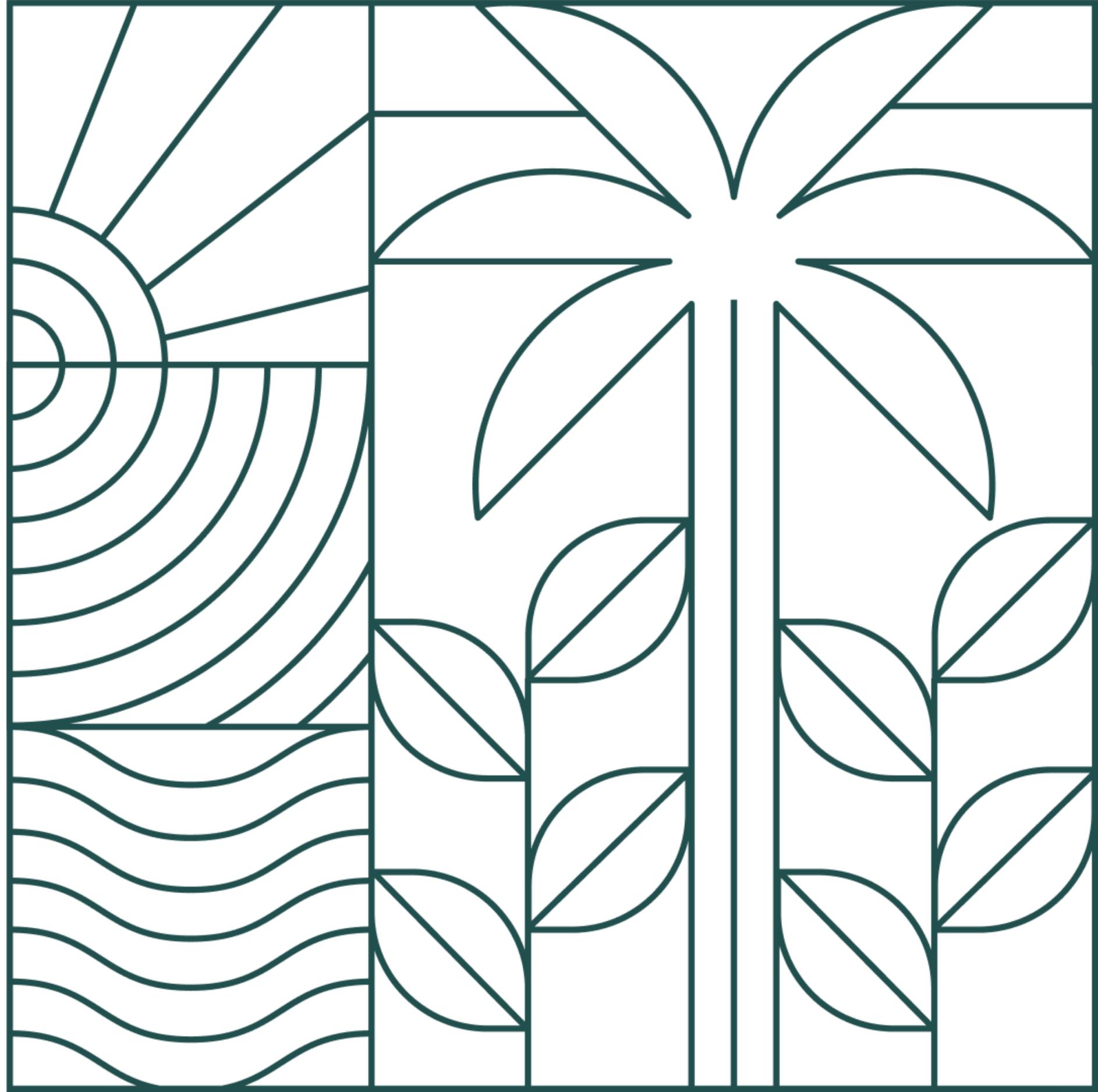
Conclusion

- Résultats concrets (restauration des terres, revenus) + qui prend en compte une multiplicité de facteurs humains de réussite
- Mise à l'échelle du modèle Tiipaalga
- Enjeu en termes d'évaluation du stockage de carbone dans ce type d'écosystème



Le projet carbone F3PA certifié Fairtrade au Burkina Faso, une réponse durable au processus de désertification

Tounougrenoma Serge ZOUBGA



Contexte

- ✓ Situation énergétique du Burkina Faso est marquée par une lourde dépendance au bois-énergie, (88% des ménages ruraux) ;
- ✓ Dégradation des terres, du couvert végétal et perte de la diversité biologique ;
- ✓ Une technologie économe (plus de 60%) en bois de cuisson domestique ;
- ✓ Les projets carbone « marché volontaire certifié Gold Standard » ;
- ✓ Contribuer à la protection du couvert forestier et la LCD par la promotion de l'utilisation des F3PA par les ménages ruraux ;



Démarche de mise en œuvre

- ✓ Mobilisation communautaire ;
- ✓ Organisation des femmes utilisatrices ;
- ✓ Transfert de compétences à des relais locaux (monitrices endogènes) ;
- ✓ Diffusion des F3PA dans les villages avec l'appui des leaders locaux ;
- ✓ Monitoring : enregistrement et suivi de l'utilisation par les ménages ;
- ✓ Certification, émission et vente des crédits carbone.



Technologie – construction des F3PA



Résultats globaux des projets F3PA de Tiipaalga de 2008-2024

- ✓ 227,000 femmes utilisatrices, avec plus de 500,000 F3PA
- ✓ 30,300 ME (Monitrices Endogènes) sont capables de construire, d'utiliser et d'entretenir les F3PA ;
- ✓ 160,300 ménages sont équipés de F3PA, les utilisent et les entretiennent régulièrement ;
- ✓ 16,800 femmes bénéficiaires de fonds de crédit pour des activités génératrices de revenus
- ✓ 1 000 000 tonnes eq CO2 évitées (2015-2024)



Un projet doublement certifié

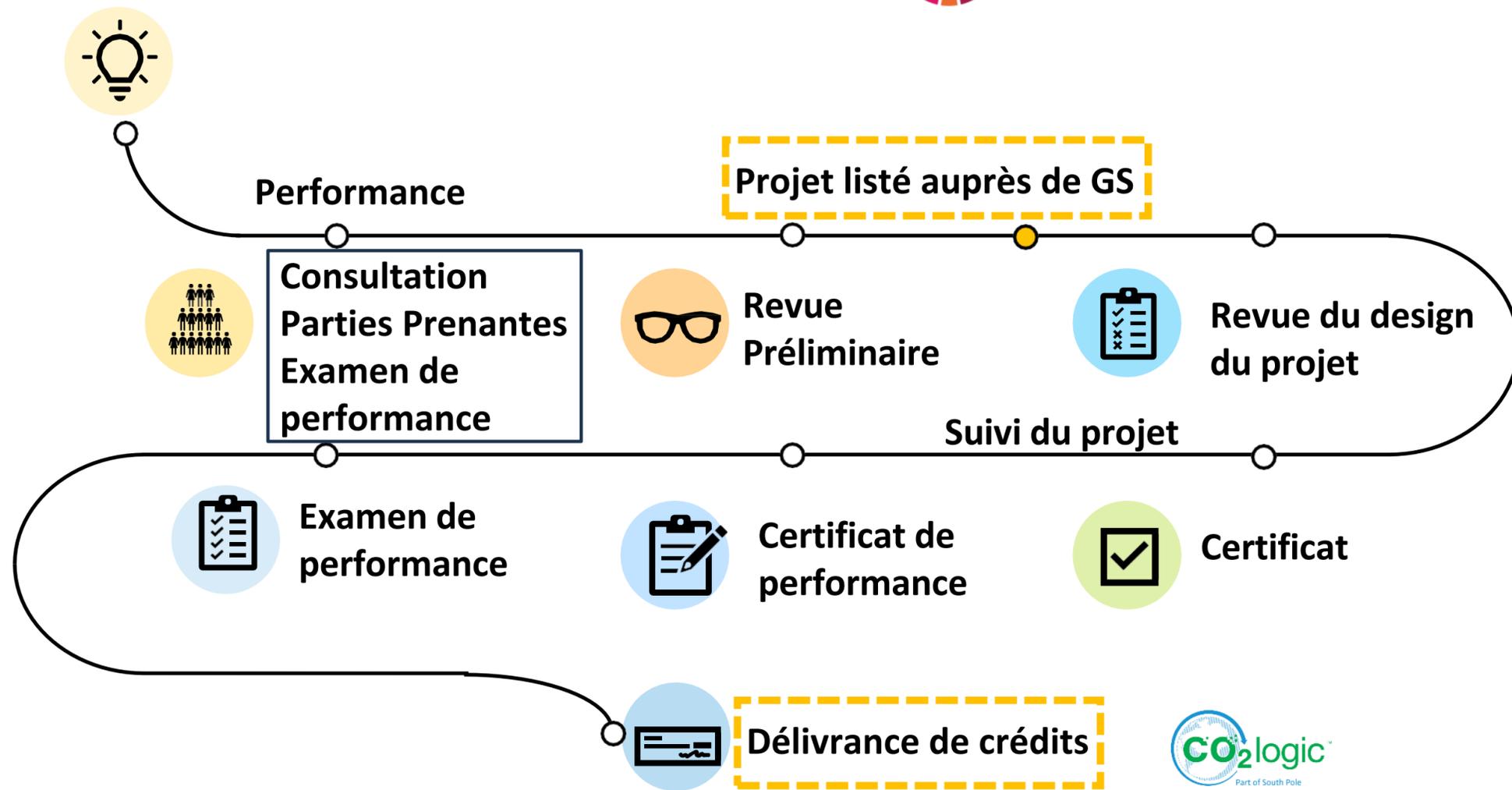


Gold Standard[®]
for the Global Goals



FAIRTRADE







FAIRTRADE

Le Standard Fairtrade sur le Climat vise des changements sur le long terme en matière de développement et des impacts positifs sur les communautés rurales.

Le Standard Fairtrade sur le Climat mise sur des aspects clés comme :

- la bonne gouvernance des organisations de producteurs (démocratie, participation et transparence) ;
- le respect des droits humains (notamment le droit du travail et le droit des enfants) ;
- l'égalité homme/femme ;
- la protection de l'environnement ;
- les relations commerciales durables et équitables.



La société coopérative simplifiée (scoops) de Kigisina

- ✓ Création en 2020, siège à Po dans le Nahouri avec autonomie de gestion
- ✓ Plus de 16,000 membres répartis dans 95 villages de 04 communes du Nahouri;
- ✓ Spécialisation : production des crédits carbone à travers l'utilisation des F3PA
- ✓ Source de financement : La prime carbone grâce aux ventes des crédits carbone sur le marché FAIRTRADE.



Les activités

- ✓ Facilitation de l'accès à l'eau potable aux villages du Nahouri grâce aux actions de Dê Kigisina ;
- ✓ Création d'un centre de ressources rurales ;
- ✓ Amélioration de la gestion des peuplements forestiers ;
- ✓ Création de 2 jardins nutritifs – maraîchers ;
- ✓ Renforcement des capacités d'atténuation climatique des populations grâce aux actions de la SCOOPS



Acteurs et rôles

Organisations de producteurs

Organisation communautaire qui produit les crédits carbone par le biais d'un projet Carbone.

Constituée des femmes utilisatrices de F3PA, la SCOOPS est autogérée par les utilisatrices elles-mêmes.



Facilitateurs de projets

Tiipaalga est une entité externe qui soutient la SCOOPS en vue de développer les projets, tout en renforçant leurs capacités et compétences dans la mise en œuvre et la gestion des projets carbone.

Elle joue un rôle de facilitateur/ développeur de projet.



Acteurs et rôles

Acteurs commerciaux

FCF est le fournisseur de crédits carbone autorisé par Fairtrade qui achète des CCF aux organisations de producteurs et les revend.

Acheteurs finaux

L'acheteur final de CCF est une organisation ou un particulier qui achète des CCF afin de compenser ses émissions et d'investir dans des projets durables dans les pays en développement.



Remerciements



Contacts



Roch N. Pananditigri

Coordonnateur National de l'IGMVSS au
Ministère de l'Environnement Burkina-Faso

rochpan3@yahoo.fr



T. Serge Zoubga

Chargé de Programme au sein de
l'Association tiipaalga au Burkina Faso

serge.zoubga@tiipaalga.org



Yacouba Ouedraogo

Administrateur de programme APEFE
Burkina-Faso

y.ouedraogo@apefe.org



Karin Möhler

Responsable Burkina Faso et chargée de
mission climat environnement APEFE

k.moehler@apefe.org